

D 913 COLOMBIE: LA RÉGION DU MAGDALENA MEDIO
ET LA VIOLENCE POLITIQUE

Située au centre du pays, entre les deux chaînes de la Cordillère des Andes, la région Magdalena Medio, du nom du fleuve qui la traverse, est relativement difficile de communications. C'est la raison pour laquelle elle a été choisie comme théâtre principal d'opérations par la guérilla endémique qui affecte la Colombie depuis le début des années soixante. Cela explique aussi, par voie de conséquence, une présence militaire lourde pour lutter contre les différents foyers de guérilla (cf. DIAL D 842). Depuis deux ans environ, la lutte antiguérilla connaît des glissements inquiétants, avec l'apparition de redoutables groupes paramilitaires. Un reportage paru en août 1983 dans la grande presse colombienne faisait état de quelque 500 assassinats de paysans pour les sept premiers mois de 1983 et pour cette seule région. En septembre, le Congrès se saisissait du problème pour en débattre. Puis le président de la République élaborait un plan d'action. Dernier rebondissement en date: le 19 janvier 1984, le général Landazábal, ministre démissionnaire de la défense, était remplacé par le général Matamoros.

Dans ce dossier nous donnons des éléments d'information sur la gravité de la situation. Les trois premiers documents sont tités d'un numéro spécial de la revue du CINEP de Bogotá, intitulé "Los Moradores de la Represión" et daté de 1983.

Note DIAL

1- La violence au quotidien dans le Magdalena Medio

C'est une des régions du pays où a opéré le mouvement de la guérilla et où celui-ci a réussi à se maintenir en dépit des opérations militaires continuelles auxquelles il est soumis.

A l'époque dite de "la violence" (1) déjà, les guérillas libérales trouvaient ici un terrain propice. On peut presque dire que la guérilla de type révolutionnaire et de lutte de classes qui occupe la région, après l'amnistie décrétée par Lleras Camargo, s'est installée et développée sans solution de continuité par rapport à la guérilla antérieure de type libéral.

(1) Les années cinquante sont le théâtre d'une guerre civile larvée et permanente entre conservateurs et libéraux, dont le bilan est estimé généralement à 200.000 morts (NdT).

C'est d'abord l'ELN (Armée de libération nationale), dans les années immédiatement postérieures au triomphe de la Révolution cubaine, qui commence à opérer dans la région située entre Opón et Carare, pour s'étendre bientôt dans le sud de la province de Bolivar puis à celle d'Antioquia. C'est dans les montagnes de la province de Santander qu'en février 1966 est mort au combat le prêtre guérillero Camilo Torres Restrepo.

Ensuite ce sont les FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie) qui se déplacent vers cette région. Elles parviennent à organiser et à renforcer leur zone d'influence entre Puerto Boyacá et Cimitarra, au point d'occuper des zones contrôlées auparavant par l'ELN et structurées en divers "fronts", comme dans le reste du pays.

Le Mouvement du 19 avril (M-19) mène également son action politique dans cette région, mais en s'implantant essentiellement dans les villes.

C'est dans cette région que sont montées les premières opérations civiles et militaires, sous le commandement du général Valencia Tovar, pour contrecarrer la présence à cet endroit de l'ELN.

C'est là également que s'installe en 1970 le Commando opération n° 1, avec le général Rincón Quiñones à sa tête, mettant en oeuvre des unités des différentes armes pour le combat antiguérilla. Mais le combat se transforme bien vite en guerre aveugle contre la population paysanne, suspectée en permanence d'aider le mouvement guérillero ou de collaborer avec lui.

L'hostilité envers la population paysanne se manifeste par l'occupation permanente de la région par l'armée, laquelle contrôle le style de vie, la consommation, etc., et par ailleurs arrête, torture, dépouille, assassine ou fait disparaître des travailleurs de la campagne et des paysans. Le déplacement ou l'assignation à résidence en dehors de la région est une autre des mesures punitives appliquées à ceux qui habitent là depuis plus de quatre ans. Nous disposons sur ce point de témoignages directs et de déclarations d'habitants de la région, qui sont menacés de mort s'ils ne la quittent pas dans les délais fixés par les postes militaires quand les intéressés s'y présentent pour faire revalider leur laissez-passer.

Un journaliste de El Tiempo a confirmé que les militaires avaient intérêt à sauvegarder la paix et à garantir le développement régional car, a-t-il dit, "c'est là que de hauts gradés de l'armée ont des propriétés: le colonel Nelson Espitia, le colonel Alirio Tavera, le général Alfonso Tavera et le capitaine Vitalino Sánchez". Les paysans assurent que beaucoup d'autres personnes ont grand intérêt à promouvoir ce développement régional, sur la base d'achat à bas prix des propriétés des paysans contraints d'abandonner leurs terres s'ils tiennent à la vie.

Il s'ensuit que la vie quotidienne des habitants de la région est celle de la violence. Une violence qui se manifeste de multiples façons et qui change de responsables, comme nous allons le démontrer dans les pages suivantes.

2- Contrôle de la région et opérations militaires

Le contrôle de la région

Les habitants de la région, en particulier les petits propriétaires et les travailleurs de la campagne, sont soumis à un contrôle permanent de la part de l'armée, ce qui se traduit de la façon suivante:

1) Obligation du laissez-passer grâce auquel on contrôle le lieu de résidence et les déplacements locaux. Ceux qui ne possèdent pas ce document ne peuvent ni travailler ni se déplacer dans la région.

2) Contrôle de l'alimentation. Chaque famille se voit attribuer, d'après les normes définies par le poste militaire, un quota de marchandises qu'elle peut acheter au marché. La quantité étant généralement insuffisante, les paysans sont contraints de se rendre continuellement dans les centres de ravitaillement, ce qui grève notablement le budget familial en raison du coût élevé des transports et des longues distances à parcourir.

3) Contrôle des médicaments. Ceux-ci ne peuvent être achetés pour être conservés dans les familles ou les écoles. L'achat des piles électriques est sévèrement contrôlé.

4) Obligation pour les habitants de se présenter périodiquement aux postes militaires. La mesure est imposée particulièrement à ceux qui sont considérés comme "suspects" par les militaires.

Les opérations militaires

La région est le théâtre de patrouilles permanentes. Des opérations militaires sont périodiquement montées pour ratisser une sous-région ou une zone précise, avec la participation d'unités militaires et de groupes de contre-insurrection avec le soutien des autres armes. Pendant le déroulement de ces opérations, la population fait l'objet d'arrestations massives, de contrôles permanents, de mesures de déplacement forcé ou d'assignation à résidence, etc.

En décembre 1979, le commando "Vipère", constitué de membres des forces armées et aux ordres d'un lieutenant surnommé "Fils de Tarzan", et opérant dans la commune de Puerto Boyacá, est responsable de pillages, de vols, de déplacements forcés et d'arrestations arbitraires avec les tortures conséquentes.

En février 1980 est lancée l'"Opération gazelle" qui se solde, selon le commandant de la 5e brigade, par l'anéantissement de colonnes des guérilleros de l'ELN. Les personnes arrêtées au cours de l'opération, dont des étudiants, des commerçants, des paysans et des petits exploitants, affirment depuis leur prison que "ce sont des informations tendancieuses destinées à justifier la torture".

En septembre 1980, c'est l'"Opération tenailles" couvrant les secteurs d'Urabá et du Magdalena Medio. Le responsable de l'opération est le Commando n° 11 dont le siège est la base militaire "La Maporita" à Dabeiba (province d'Antioquia). L'opération a été menée par 2.000 soldats qui ont pénétré dans la forêt avec le soutien des Forces aériennes. Au cours de l'opération des dizaines de maisons paysannes ont été fouillées, des responsables communaux arrêtés, torturés et menacés de mort, et des paysans assassinés. Des gens en uniforme et d'autres en civil qui accompagnaient les militaires, ont tiré sur une école installée à la mairie d'El Recreo et menacé de mort les instituteurs. A Trochas, trois enseignants sont chassés de l'école par l'armée qui transforme l'école en casernement. En même temps la région d'El Marfil est pilonnée par l'artillerie: dans le fleuve apparaissent des cadavres avec le ventre rempli de pierres, et avec des marques de coups, des blessures à la machette et des mutilations. A Cimitarra, le bataillon Galán et le commando "Panthère" sont désignés comme responsables de plus de trente assassinats pratiqués en quelques semaines.

En décembre 1981 des opérations sont montées contre les fronts 4 et 11 des FARC. Elles sont conduites par le commando n° 10 de l'armée, avec la participation d'environ 10.000 hommes, dont 2.500 spécialisés en contre-guérilla. L'infanterie bénéficie de l'appui d'hélicoptères d'attaque, d'avions de transport et de bateaux. Au cours de l'opération:

a) La carte d'identité est déclarée nulle et elle est remplacée par un laissez-passer, lequel ne peut être obtenu que dans les postes militaires et doit être revalidé chaque semaine ou au plus tous les quinze jours.

b) Des limitations sérieuses sont apportées au droit de déplacement, ainsi que pour le ravitaillement alimentaire.

c) Des patrouilles de l'armée et des groupes de contreguérilla procèdent systématiquement à des perquisitions dans les hameaux des communes de San Vicente de Chucurí, Santa Helena del Opón et Sabana de Torres, ainsi que dans la région de Carare-Opón et de Barrancabermeja.

d) Des dizaines de paysans sont arrêtés. Plusieurs d'entre eux, arrêtés par l'armée, sont portés disparus. En mai de la même année, les paysans de la région envoient des lettres pour demander que l'armée s'en aille de là "afin de constater qui sont ceux qui torturent et assassinent les paysans".

En octobre 1981 une autre offensive militaire est lancée dans toute la région "pour entrer en contact avec le bastion des FARC" qui opèrent dans le sud de la province de Santander. D'intenses opérations aériennes sont menées, parallèlement à l'utilisation de nouveaux équipements et de nouvelles techniques pour garantir la sécurité de la région. Le 25 octobre, une patrouille militaire cantonnée à Puerto Guevara attaque à la grenade une maison paysanne. Bilan de l'attaque: une femme et ses quatre enfants mineurs tués, quatre autres personnes grièvement blessées; une trentaine de paysans du secteur sont arrêtés et obligés de revêtir l'uniforme militaire et de suivre dans la montagne les patrouilles de l'armée.

Après la levée de l'état de siège (2), des arrestations arbitraires et des assassinats ont encore lieu. C'est ce que fait savoir une commission composée des représentants communaux de onze hameaux, dans une lettre adressée au gouverneur de la province de Santander:

"... au cours d'une opération militaire contre les FARC, en faisant savoir à grands renforts de trompette dans la presse parlée et écrite les pertes des guérilleros, alors qu'il s'agit en réalité d'assassinats officiels froidement commis contre des paysans humbles et laborieux qui jouissaient de l'estime et du respect des autres cultivateurs de la région. Et pour cela on n'a pas fait moins que créer un groupe paramilitaire sous direction militaire et basé à San Juan Bosco de Laverde. C'est ainsi que, dans la région, c'est maintenant le règne de la torture et de la répression en tous genres; l'assassinat officiel y est devenu le pain quotidien; les sillons que nous ouvrons deviennent nos propres tombes et l'exode massif en direction des bas-fonds urbains est, ou paraît être, notre seule issue."

3- L'action des groupes paramilitaires

Pour les paysans de la région, la présence de civils armés comme exécuteurs des plans du commandement militaire et des grands propriétaires terriens, n'est pas une chose nouvelle. Mais on constate une activité croissante de groupes de civils armés qui patrouillent dans la région avec les militaires et qui les accompagnent dans les opérations de perquisitions et d'arrestations. Auparavant il s'agissait de groupes contre-insurrectionnels, c'est-à-dire d'unités spécialisées dans le combat antiguérilla. Aujourd'hui ce sont des groupes paramilitaires composés de paysans de la région.

(2) Le 11 août 1982 (NdT).

Ces groupes agissent sous différentes dénominations (c'est sans doute le secteur du pays où ils agissent sous les noms et sigles les plus divers), telles que le MAS (Muerte a Secuestradores - Mort aux ravisseurs), Los Tiznados (Les barbouillés), La Mano Negra (La main noire), Comando José Raquel Mercado. Ce sont ces mêmes groupes qui sont chargés d'adresser des menaces de mort contre des membres de la fonction publique, des organisations populaires, des militants politiques, des journalistes, des membres des comités de droits de l'homme, des responsables municipaux, des paysans, des syndicalistes et des prêtres des paroisses de la région. Toutes ces personnes sont menacées de mort par ces groupes qui s'adressent à elles par le biais de tracts, d'appels téléphoniques ou de façon directe.

C'est ainsi que, dernièrement, des curés de paroisse dans différentes localités ont été menacés, comme Jesús López, Bernardo López qui a même fait l'objet d'un attentat, Adolfo Galindo et Eduardo Díaz. Tel est aussi le cas des journalistes Diro César González et Alvaro Angarita, de l'avocat Luis José Arenas, ainsi que des dirigeants paysans Angel Tolosa et José Manuel Merco Rojas.

Les groupes paramilitaires ont annoncé dans des tracts qu'ils ont fait parvenir à différents médias de Bucaramanga, qu'ils avaient été créés pour combattre à mort les organisations criminelles, dont les cellules subversives et révolutionnaires. Pour la seule première quinzaine de 1981, ils ont causé la mort de 12 personnes.

En début 1982 on apprend, sur la base de dénonciations faites par des habitants de la région, que s'est constitué un groupe du MAS dans la commune de Puerto Boyacá. La réunion au cours de laquelle sa création a été officialisée, était présidée par le maire militaire de la ville et rassemblait les personnes suivantes:

- des représentants de Texas Petroleum Company;
- des membres de la Fédération nationale des producteurs de café;
- des responsables de partis politiques;
- des membres du Lion's Club;
- des anciens maires;
- des inspecteurs de police;
- d'anciens combattants de la guerre de Corée;
- des agents du DAS, F2 et B2 (3);
- des "rapaces" (4) qui ont oeuvré pour la Texas à l'occasion de conflits du travail;
- des commerçants.

En avril 1982 le paysan Hernando Castaño est arrêté et abattu. Son cadavre est jeté dans la rivière Hermitaño. Les paysans désignent comme responsable le sergent Bautista, rattaché à la base militaire de Dosquebradas et membre du MAS. Dans le même mois sont assassinés deux joueurs d'occasion parce que "auxiliaires de la guérilla", ainsi que l'annonce le billet déposé sur leurs cadavres.

Le 29 mai, neuf paysans sont assassinés après avoir été arrêtés et torturés par des agents secrets à la base de Calderón. L'armée jette les cadavres dans le fleuve Magdalena. A la même date, le chauffeur Santos Quintero est attaqué dans le hameau de Dos Hermanos par une patrouille du MAS.

3) DAS: Département administratif de sécurité. F2: Bureau de renseignement de la police. B2: Bureau de renseignement de l'armée (NdT).
(4) Nom donné aux hommes de main et tueurs à gages des domaines agricoles (NdT).

Ils lui tirent onze coups de fusil, arrosent la voiture avec de l'essence et incinèrent ainsi son cadavre. Ils laissent sur place un billet qui explique : "Voilà la mort promise à tous ceux qui aident la guérilla".

Durant le même mois, 25 familles de cultivateurs qui occupent une terre improductive et boisée dans la commune de Santo Domingo, sont menacées par Isidro Carreño, inspecteur de police pendant cinq ans à San Juan Bosco de Laverde et chef d'une bande paramilitaire qui, depuis fin 1981, assassine et pourchasse les petits propriétaires de terres voisines de San Vicente.

Le 12 juillet, l'administrateur communal Antonio Pérez Ortiz est conduit en camionnette à la base militaire de Camposeco par trois individus masqués qui se présentent comme membres du MAS. A trois kilomètres de la base, il est assassiné et son corps abandonné sous des feuillages. Le même mois, huit paysans sont assassinés, dont l'âge va de 18 à 60 ans et qui avaient été arrêtés par des membres du bataillon Bomboná de Puerto Berrio. On retrouve sur les cadavres l'inscription: "Mort pour aide à la guérilla. Signé MAS". Le 22 juillet, le conseiller municipal Jaime Nevado est assassiné. Il était âgé de 33 ans. Celui qui l'a tué, le sergent Edimburgo Díaz, se réfugie dans les locaux du bataillon Bomboná. Un agent du DAS le poursuit et le blesse à la jambe. Il est fait appel au colonel Visbal, commandant du bataillon de renseignement B2 du bataillon Bomboná, pour qu'il le livre. Mais le colonel nie l'avoir dans ses locaux, alors que toute la population qui se trouvait là l'avait reconnu.

Le 2 août est assassiné à Puerto Boyacá le dirigeant populaire Jesús Hernández. Le MAS revendique sa mort. Deux jours avant, le maire militaire Oscar Echandia Sánchez avait attenté à sa vie depuis sa voiture personnelle au volant de laquelle il se trouvait. Echandia est connu pour avoir été le président de la réunion constitutive du MAS à Puerto Boyacá. Au cours du même mois d'août, plusieurs assassinats sont signalés, qui sont revendiqués par le MAS à Cimitarra, Puerto Berrió, Puerto Boyacá et Florián.

En septembre, dans une déclaration publique, les paysans de San Juan rendent public le fait de la réunion de vingt-cinq grands propriétaires terriens avec le commandant de la base militaire pour discuter des moyens de soutenir le MAS.

A la mi-septembre 1982, deux paysans se présentent au comité des droits de l'homme de San Vicente de Chucurí. Ils déclarent faire partie d'un groupe paramilitaire qui opère dans le secteur de San Juan Bosco de Laverde. D'après leurs déclarations, le groupe fonctionne depuis seize mois sous les ordres - et les menaces - d'Isidro Carreño, inspecteur de police. Ils sont entraînés par le commandant et les soldats du poste militaire; ils sont dotés de fusils G3, de grenades et de revolvers "réservés aux forces armées". Les patrouilles qu'ils effectuent sont payées en argent par l'armée et on leur offre en plus un livret militaire. Les armes leur sont fournies par le colonel Gil Bermúdez de la base militaire de Cimitarra, d'où elles sont amenées par les frères Robles. Ils désignent, comme chefs du groupe, Luis José Pardo, Marcos Blanco, Isidro Carreño père, Isidro Carreño fils, Silvio Peña et Nicanor Leal. Le groupe est constitué de 23 hommes armés, avec l'aide d'une centaine d'autres pour les patrouilles conduites par le guide Ramiro Barrera, sous la menace que s'ils ne collaborent pas avec le groupe, ils seront de toute manière tués par "les gens d'en face" (les guérilleros).

Le 8 septembre, un groupe paramilitaire assassine les paysans Pedro et Efraín Cañas Amado, ainsi que José del Carmen Velandia Quiroga. A Cimitarra,

Gilberto Parra est intercepté par un groupe d'hommes masqués du MAS se déplaçant dans une camionnette sans plaque d'immatriculation. Les huit hommes masqués se présentent comme étant du MAS; ils sont armés de mitraillettes et autres. Ils enlèvent Parra en déclarant que peu leur importe si l'armée est mise au courant à Nutrias et à Camposeco. Le capitaine de la base de Camposeco a effectivement eu connaissance du fait puisqu'il voyageait dans une camionnette qui suivait le véhicule où se trouvait Parra. La camionnette devait d'ailleurs obligatoirement passer par les postes militaires de Nutrias, de Camposeco et de Calderón puisqu'il n'existe pas d'autre route. En septembre encore, le MAS revendique la mort du paysan Narciso Moreno, du village de Guanegro près de Puerto Boyacá.

Le 4 octobre de cette même année 1982 sont assassinés Jairo Agudelo, militant communiste, et José Herrera, responsable communal, lequel avait été témoin de l'assassinat de Jaime Nevado. Herrera avait été arrêté par des membres du B2 à Puerto Berrío; son cadavre devait être retrouvé plus tard avec cinq impacts de balles. Le MAS revendique ces assassinats. Le 16 octobre suivant, dans le secteur de Puerto Boyacá, sont arrêtés l'ancien conseiller municipal Octavio Ramírez, âgé de 60 ans, et son gendre. Leurs cadavres sont retrouvés un peu plus tard. Le MAS laisse sur eux un billet revendiquant les crimes. Le 24 octobre, au hameau de San Lorenzo, dans la commune de Cimitarra, c'est au tour d'Edison Franco d'être assassiné par des éléments du MAS.

Le 19 novembre 1982, Jairo Navarro est blessé après avoir été menacé antérieurement par le MAS. Le même jour, les occupants de la voiture qui lui avaient tiré dessus arrêtent le syndicaliste José Cristián Coronel après s'être présentés comme des agents du F2.

A la fin janvier 1983, un nouveau groupe paramilitaire fait son apparition: "Los Tiznados", qui procède à des exécutions sommaires et publiques dans la région. C'est l'époque où on commence à parler ouvertement des actions du groupe paramilitaire MAS; il semble donc nécessaire de donner à la terreur un autre visage et un autre nom. C'est ainsi que des bandes d'hommes revêtus d'effets propres à l'armée ou à la police font irruption dans les villages et exécutent des paysans sans défense. Ils se présentent fortement armés et le visage barbouillé, d'où leur nom.

Ce groupe est responsable de nombreux assassinats. Pour ce qui est du début de 1983, on relève:

- Le 31 janvier, assassinat de Pedro José Tibaudiza, au hameau de San Roque.
- le 6 février, assassinat collectif de 17 paysans, dont des femmes, des vieillards et des enfants, par une quarantaine d'hommes qui se présentent comme "la bande des Barbouillés". Cela se produit aux hameaux de Germania et de Santa Helena del Opón.
- Le 10 février, assassinat collectif de 11 paysans par des tueurs habillés en policiers, dans la propriété San Isidro à Sabana de Torres.

Le 18 avril, un commando du MAS fait une incursion dans un campement de bûcherons de la région d'Ité, sur le bord de la rivière Cimitarra. Il enlève trois ouvriers: Juan Miguel Carvajal Villa de 29 ans, son frère Servio Tulio de 27 ans, et leur beau-frère Dario Alberto Tamayo de 26 ans. Les membres du commando étaient habillés en civil et avaient des mitraillettes. Après avoir arrêté les ouvriers, ils annoncent aux gens du campement qu'ils pourront obtenir les informations nécessaires à la base militaire de Puerto Berrío. Le colonel de la base déclare ignorer le lieu de détention des prisonniers. A ce jour ils sont toujours disparus.

Les médias qui informent sur les activités de ces groupes paramilitaires sont également l'objet d'attentats et de représailles. En février, les locaux du journal libéral de la province de Santander, "Vanguardia Liberal", sont touchés à deux reprises par une bombe. Le MAS revendique les attentats. Conformément aux appels téléphoniques adressés à d'autres médias, le MAS exerce des représailles envers ce journal à cause de ses informations sur les groupes subversifs et sur les activités du MAS.

4- Lettre du clergé du Magdalena Medio au président de la République

Barrancabermeja, le 8 septembre 1983

Monsieur le Président,

En l'absence temporaire de l'évêque du diocèse, les prêtres soussignés se sont réunis autour du vicaire général et ont décidé de s'adresser à vous, en tant que président de la République et commandant en chef des Forces armées de Colombie, pour vous exprimer notre étonnement devant les graves accusations lancées par le ministre de la défense contre certains prêtres de notre diocèse (5), à l'occasion du débat ouvert au Congrès sur la situation politique du Magdalena Medio. Nous estimons que de telles affirmations sont hautement préjudiciables à la réputation de ces prêtres qui, bien que n'ayant pas été cités par leurs noms, n'en sont pas moins parfaitement identifiables par la mention de leur paroisse.

En tant que prêtres du diocèse de Barrancabermeja nous rejetons énergiquement les accusations du ministre, car nous connaissons personnellement nos frères prêtres ainsi accusés. Nous sommes en mesure de garantir, de par leur intégrité personnelle et leur sens pastoral, qu'ils sont étrangers à ce genre d'activités délictuelles.

Le clergé qui travaille dans le Magdalena Medio s'est caractérisé par son dévouement constant au service de la paix dans la région, en défendant les paysans, en les aidant dans leur exode forcé vers les villes ou leur région d'origine et en dénonçant, dans la correction mais avec vigueur, les atteintes à la dignité humaine. Tout cela est la traduction d'une forme de l'exercice du ministère pastoral, qui est à l'extrême opposé des accusations du ministre.

En accord avec ce que nous venons de dire, nous rappelons une fois encore et avec force notre refus de toute forme de violence, comme celle qui affecte actuellement le Magdalena Medio. Il nous semble nécessaire de ne pas favoriser des attitudes qui, en raison de la difficile situation politique de la région, ne peuvent qu'aggraver le problème de la violence par une manipulation non objective et non raisonnée des faits.

Il nous semble nécessaire, pour favoriser une dynamique de paix, d'éviter toujours les affirmations précipitées et de traiter avec un doigté extrême la grave situation de cette région.

Pour notre part, Monsieur le Président, nous continuerons à travailler pour la paix et nous souhaitons vivement que tous les projets de réhabili-

(5) Le général Landazábal a accusé les prêtres de la région de recevoir "leur part des séquestrations dans les sacristies de Cimitarra, Barranca, Puerto Boyacá et Puerto Berrío" (NdT).

tation et de développement économique et social du Magdalena Medio, tels que vous les avez élaborés, fassent l'objet d'une mise en oeuvre effective et rapide comme véritable chemin vers la paix.

Très cordialement.

- P. Luis Alfonso Reyes, vicaire général;
- P. Nel Beltrán, coordinateur de la pastorale;
- P. José Figueroa, directeur de la catéchèse;
- P. Eduardo Díaz, directeur de la pastorale sociale;
- P. Gabriel Ojeda, curé du quartier Parnazo;
- P. Leonardo Sandoval, coadjuteur de la cathédrale;
- P. Antonio Gomez, curé de San Judas Tadeo, quartier nord;
- P. arturo Garzón, recteur du séminaire San Pedro Claver;
- P. Floresmiro López, curé de San Vicente de Chucuri;
- P. Juvenal Martínez, curé du quartier du centre;
- P. Jorge Niño Velásquez, coadjuteur de Nuestra Señora del Carmen;
- P. Guillermo Serrano, curé de San Pablo;
- P. Luis Gonzaga Hernandez, coadjuteur, quartiers nord-est;
- P. Gonzalo Amaya, paroisse du Sagrado Corazón;
- P. Alberto Moreno, coadjuteur de la paroisse du Sagrado Corazón;
- P. Bernardo Marin, coadjuteur de San Vicente de Chucuri;
- P. Eduardo Vega, coadjuteur de Nuestra Señora del Carmen;
- P. Ignacio Rosero, curé de Nuestra Señora del Carmen.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 275 F - Etranger 330 F - Avion 400 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441